

NATO SANS CLASSIFICATION

Communicable au Monténégro

1^{er} décembre 2016

DOCUMENT

C-M(2016)0065-AS1 (INV)

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN (IBAN) SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS 2015
DE L'ORGANISATION DE GESTION DU SYSTÈME DE DÉFENSE AÉRIENNE ÉLARGIE À
MOYENNE PORTÉE DE L'OTAN (NAMEADSMO)**

SUITE DONNÉE

Le 30 novembre 2016, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2015 de la NAMEADSMO et il a approuvé la recommandation du RPPB concernant la communication au public.

(signé) Rose E. Gottemoeller
Secrétaire générale déléguée

NOTE : La présente note fait partie du C-M(2016)0065 (INV) et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable au Monténégro

16 novembre 2016

DOCUMENT
C-M(2016)0065 (INV)
Procédure d'accord tacite :
30 nov 2016 18:00

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS 2015
DE L'ORGANISATION DE GESTION DU SYSTÈME DE DÉFENSE AÉRIENNE
ÉLARGIE À MOYENNE PORTÉE DE L'OTAN (NAMEADSMO)**

1. On trouvera ci-joint le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers 2015 de l'Organisation de gestion du système de défense aérienne élargie à moyenne portée de l'OTAN (NAMEADSMO).
2. L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi qu'une opinion sans réserve sur la conformité.
3. Le rapport de l'IBAN a été examiné par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) (voir annexe 1), qui a noté que le Conseil avait décidé le 22 avril 2016 de dissoudre officiellement la NAMEADSMO et de la mettre en liquidation, une phase qui devrait durer jusqu'en 2019 au moins.
4. Je ne pense pas que cette question nécessite un débat au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au mercredi 30 novembre 2016 à 18 heures**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2015 de la NAMEADSMO et qu'il aura approuvé la recommandation du RPPB concernant la communication au public.

(signé) Rose E. Gottemoeller

4 annexes
1 appendice
1 pièce jointe

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



PAGE BLANCHE

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS 2015 DE
L'ORGANISATION DE GESTION DU SYSTÈME DE DÉFENSE AÉRIENNE
ÉLARGIE À MOYENNE PORTÉE DE L'OTAN (NAMEADSMO)**

**Rapport
du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB)**

Références : (a) IBA-A(2016)79 – Rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
(b) PFA-2690-37584-OL – Lettre du contrôleur des finances de la NAMEADSMO
(c) PO(2015)0052 – Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte

Introduction

1. Le présent rapport contient les observations et les recommandations du RPPB concernant le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers 2015 de la NAMEADSMO (référence (a)).

Examen de la question

2. Le RPPB note avec satisfaction que l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAMEADSMO et une opinion sans réserve sur la conformité pour l'exercice 2015. Il note également que plus aucune des observations formulées lors de précédents audits ne reste en souffrance.

3. L'IBAN a fait figurer dans son rapport un paragraphe intitulé « Remarque »¹, dans lequel il appelle l'attention sur la décision prise par le Conseil le 22 avril 2016, de dissoudre officiellement la NAMEADSMO et de la mettre en liquidation, une phase qui devrait durer jusqu'en 2019 au moins.

4. Le RPPB prend note des deux observations que l'IBAN a formulées à l'intention des pays participants à la NAMEADSMO afin qu'ils en tiennent compte pendant la phase de liquidation.

¹ Ce paragraphe permet à l'auditeur d'appeler l'attention sur un élément des états financiers dont l'importance est telle qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.

5. Eu égard à l'avis du contrôleur des finances de la NAMEADSMO (voir référence (b)), le RPPB estime que le rapport de l'IBAN et les états financiers de la NAMEADSMO correspondants ne contiennent pas d'informations qui, en vertu de la politique relative à la mise en lecture publique de l'information OTAN, ne peuvent être rendues publiques.

Recommandation

6. Le RPPB recommande au Conseil :
- a) de prendre note du rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2015 de la NAMEADSMO ainsi que du présent rapport ;
 - b) d'approuver la communication au public du présent rapport, du rapport de l'IBAN (référence (a)) et des états financiers de la NAMEADSMO correspondants, conformément à la politique énoncée dans le document de référence (c)).

Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN à l'intention
du Conseil sur la vérification des états financiers de l'Organisation de gestion
du système de défense aérienne élargie à moyenne portée de l'OTAN
(NAMEADSMO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

Le Collège a procédé à la vérification des états financiers de la NAMEADSMO, qui a pour objectif de diriger, de coordonner et d'exécuter le programme du système de défense aérienne élargie à moyenne portée (MEADS). Le MEADS est un système tactique de défense aérienne et de défense antimissile mobile et transportable capable de neutraliser toute une série de menaces aériennes, comme les attaques par missiles de croisière et par missiles balistiques tactiques.

En 2015, les dépenses de la NAMEADSMO se sont établies à 50,5 millions de dollars des États-Unis (MUSD), dont 3,7 MUSD au titre du budget administratif et 46,8 MUSD au titre du budget opérationnel.

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé deux observations et émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Les observations portent sur les points suivants :

1. nécessité d'améliorer certains contrôles internes pour faire face aux risques auxquels la NAMEADSMO est exposée à l'approche de la phase de liquidation ;
2. identification des donataires d'immobilisations corporelles.

Ces observations sont développées dans la lettre d'observations et de recommandations (annexe 4).

Pour les commentaires officiels de la NAMEADSMO et la position du Collège à leur sujet, on se reportera à l'appendice de l'annexe 4. La NAMEADSMO n'a pas souscrit à certains éléments des observations du Collège, et ses commentaires officiels donnent au lecteur un complément d'information à cet égard. Toutefois, les observations et recommandations du Collège ne se trouvent pas fondamentalement modifiées par les arguments de la NAMEADSMO. Lorsqu'il y avait lieu, celui-ci a fait part de sa position au sujet de ces commentaires.

Le Collège appelle l'attention du Conseil sur la note 1 jointe aux états financiers, qui explique qu'en juin 2014, le Comité de direction de la NAMEADSMO a approuvé un plan visant à mettre l'organisme en liquidation le 1^{er} février 2015. Le jour de la publication des états financiers, le 7 mars 2016, la demande officielle de dissolution et de mise en liquidation de l'entité n'avait pas encore été faite. Le 4 avril 2016, le président du Comité de direction de la NAMEADSMO a officiellement demandé au Conseil de l'Atlantique Nord d'approuver la dissolution de l'entité et sa mise en liquidation au 1^{er} juillet 2016. Cette demande a été approuvée le 22 avril 2016. Le Collège n'a pas été amené à assortir son opinion d'une réserve du fait de ces développements.

PAGE BLANCHE

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

**DE L'ORGANISATION DE GESTION DU SYSTÈME DE DÉFENSE AÉRIENNE
ÉLARGIE À MOYENNE PORTÉE DE L'OTAN**

(NAMEADSMO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Rapport sur les états financiers

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de la NAMEADSMO, composés de l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que de notes explicatives jointes aux états financiers, y compris un résumé des méthodes comptables importantes. Le Collège a également vérifié l'état de l'exécution du budget pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuient l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Remarque

Le Collège appelle l'attention du Conseil sur la note 1 jointe aux états financiers, qui explique qu'en juin 2014, le Comité de direction de la NAMEADSMO a approuvé un plan visant à mettre l'organisme en liquidation le 1^{er} février 2015. Le jour de la publication des états financiers, le 7 mars 2016, la demande officielle de dissolution et de mise en liquidation de l'entité n'avait pas encore été faite. Le 4 avril 2016, le président du Comité de direction de la NAMEADSMO a officiellement demandé au Conseil de l'Atlantique Nord d'approuver la dissolution de l'entité et sa mise en liquidation au 1^{er} juillet 2016. Cette demande a été approuvée le 22 avril 2016. Le Collège n'a pas été amené à assortir son opinion d'une réserve du fait de ces développements.

Opinion sur les états financiers

L'opinion du Collège est qu'à tous égards significatifs, les états financiers donnent une image fidèle, conforme au cadre comptable OTAN, de la situation financière de la NAMEADSMO au 31 décembre 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Opinion sur la conformité

Le Collège estime que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 28 juillet 2016

Lyn Sachs
Présidente

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

**LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT
L'ORGANISATION DE GESTION DU SYSTÈME DE DÉFENSE AÉRIENNE ÉLARGIE
À MOYENNE PORTÉE DE L'OTAN**

(NAMEADSMO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers (datés du 4 mars 2016) de l'Organisation de gestion du système de défense aérienne élargie à moyenne portée de l'OTAN (NAMEADSMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, et il a émis une opinion sans réserve à leur sujet, ainsi qu'une opinion sans réserve sur la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé deux observations et deux recommandations.

Celles-ci peuvent être récapitulées comme suit :

1. nécessité d'améliorer certains contrôles internes pour faire face aux risques auxquels la NAMEADSMO est exposée à l'approche de la phase de liquidation ;
2. identification des donataires d'immobilisations corporelles.

Aucune question n'était restée en suspens à la suite de l'audit précédent.

1. NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER CERTAINS CONTRÔLES INTERNES POUR FAIRE FACE AUX RISQUES AUXQUELS LA NAMEADSMO EST EXPOSÉE À L'APPROCHE DE LA PHASE DE LIQUIDATION

Contexte

1.1 Le 22 avril 2016, le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé la mise en liquidation de la NAMEADSMO au 1^{er} juillet 2016. Selon les dernières informations communiquées par la NAMEADSMA, la phase de liquidation devrait se poursuivre jusqu'en 2019 au moins. Dans le C-M(66)9 figurent les règles approuvées par le Conseil pour la dissolution des organisations de production OTAN, en vertu desquelles, jusqu'à ce que la liquidation ait été menée à son terme, la charte de l'organisation continue de s'appliquer. Ces règles disposent en outre que le comité de direction veille à ce que la liquidation s'achève aussi rapidement que possible.

1.2 Aux termes de l'article 11 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), le secrétaire général, les commandants suprêmes, les commandants subordonnés, en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, et les autres chefs d'organisme OTAN (a) veillent à ce que la réalisation des objectifs fixés par les pays puissent s'appuyer sur des procédures de gestion des risques conformes aux exigences d'efficacité, d'efficience et d'économie ; (b) déterminent, évaluent et atténuent les risques qui pèsent sur la réalisation de ces objectifs.

1.3 Aux termes de l'article 12 du NFR, le secrétaire général, les commandants suprêmes, les commandants subordonnés, en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, et les autres chefs d'organisme OTAN veillent à ce que les fonctions de gestion interne nécessaires soient en place pour assurer un contrôle interne efficace, qui permette de fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs de l'organisme OTAN.

1.4 Selon l'article 24 du Règlement financier de la NAMEADSMO, des projets de budget supplémentaire peuvent être soumis suivant les dispositions de l'article 21, lequel définit le processus d'établissement, de présentation et d'approbation du budget opérationnel.

Observations

1.5 Au vu de la dissolution de la NAMEADSMO le 30 juin 2016 et de sa prochaine mise en liquidation, un processus qui devrait a priori se prolonger jusqu'en 2019, le Collège souhaite mettre en évidence plusieurs risques liés à cette situation. Il ignore si les pays participants ont déjà pris conscience de ces risques, et s'ils ont décidé de les assumer ou de les atténuer. Ces risques ont trait aux éléments suivants.

Approbation du budget : manque de clarté du processus ou de la documentation y afférente

1.5.1 Le Collège a examiné la procédure d'approbation des modifications du budget, et il a constaté que la deuxième modification avait été approuvée le 13 novembre 2015 selon la procédure d'accord tacite. Lors de l'audit, le Collège s'est vu présenter deux versions différentes de cette deuxième modification. Celles-ci divergeaient sensiblement quant au montant des crédits reportés d'exercices précédents (environ 74 millions de dollars des États-Unis (MUSD) dans la première, contre 70,3 MUSD dans la seconde). Le Collège a pu déterminer que la version correcte était la seconde. Cependant, la deuxième modification du budget ayant été approuvée par les pays selon la procédure d'accord tacite, il lui a été impossible de déterminer laquelle des deux versions avait été présentée pour approbation.

1.5.2 Du reste, recourir à la procédure d'accord tacite pour faire approuver des modifications budgétaires importantes comporte un risque dans la mesure où il n'est pas certain que les pays comprennent bien toutes les implications de leur décision. Et ce risque est accru par le fait que la NAMEADSMA n'utilise pas le système financier pour enregistrer les transactions imputables sur le budget opérationnel. En lieu et place, tous les enregistrements comptables et budgétaires sont effectués manuellement, dans des feuilles de calcul, la plupart des chiffres étant saisis à la main. Le risque d'erreur ou de fraude s'en trouve accru.

Absence de définition claire du mandat et des pouvoirs du futur liquidateur

1.5.3 Le Collège a constaté que le mandat et les pouvoirs du futur liquidateur n'étaient pas encore clairement définis. Par exemple, on ne sait pas encore avec certitude si le NFR et le Règlement financier de la NAMEADSMO resteront d'application au cours de la phase de liquidation, ni quelles seront les limites des pouvoirs du liquidateur en matière de passation de contrats. De plus, l'effectif du bureau du liquidateur étant réduit, les risques découlant d'une séparation insuffisante des tâches seront élevés. Par exemple, les risques concernant la conservation et l'utilisation des fonds pourraient être importants, en particulier si les pouvoirs du liquidateur ne sont pas clairement délimités.

Manque de clarté quant à l'utilisation des fonds restant dans le programme

1.5.4 Les liquidités en juillet 2016 devraient être de l'ordre de 10 à 20 MUSD. Sur cette somme, environ 3 MUSD devraient n'être pas affectés, le reste étant utilisé pour couvrir les dernières charges opérationnelles et administratives. Les fonds non utilisés seront selon toute supposition remboursés aux pays à la fin de la phase de liquidation.

Recommandations

1.5.5 Le Collège recommande au Comité de direction de la NAMEADSMO :

- 1) de se conformer au Règlement financier de la NAMEADSMO pour ce qui est de l'approbation et de la modification du budget, en évitant autant que possible de recourir à la procédure d'accord tacite ; cela garantira une plus grande clarté quant à ce qui est approuvé, en particulier à l'heure où la NAMEADSMO entre en liquidation ;
- 2) de veiller à ce que les activités du liquidateur soient régies par des règles détaillées et à ce que ses pouvoirs soient bien délimités ; cela permettra d'établir précisément ce qui est attendu du liquidateur et quelle est l'étendue de ses pouvoirs ;
- 3) de clarifier l'utilisation à faire des crédits restants escomptés ; en situation de liquidation, la règle générale veut qu'il ne soit pas alloué de dotation supplémentaire, qu'il ne soit pas conclu de nouveaux contrats et que les contrats existants ne soient pas modifiés.

2. IDENTIFICATION DES DONATAIRES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Contexte

2.1 Selon le paragraphe 6.5.2 des instructions relatives à l'exploitation de la NAMEADSMA, « toute décision relative à une demande de radiation, à la liquidation du bien concerné et à une demande de remboursement doit être clairement étayée et justifiée par écrit ».

Observations

2.2 La NAMEADSMA s'emploie activement à radier ses actifs administratifs (par exemple son mobilier), dont un grand nombre font l'objet de dons à différents organismes. Les radiations sont officialisées au moyen du formulaire de radiation de biens. Ce formulaire comprend des champs où doivent être mentionnées les informations concernant le donataire. Dans bien des cas, le Collège n'a pas été en mesure d'identifier le donataire des immobilisations corporelles, la signature n'étant assortie d'aucune information explicative (nom, prénom) ni du cachet de l'organisme ayant reçu le bien. De plus, dans certains cas, un seul formulaire de radiation mentionnait deux donataires (deux organismes différents), sans préciser quel bien était donné à quel organisme.

Recommandations

2.3 Le Collège recommande à la NAMEADSMA de faire figurer, sur le formulaire de radiation de biens, davantage d'informations concernant les donataires, afin d'assurer la transparence et l'auditabilité. Il conviendrait que sur le formulaire figurent entre autres :

- 1) en imprimé, le nom et le prénom de la personne qui a effectivement réceptionné les actifs faisant l'objet de la donation ;
- 2) le cachet de l'organisme donataire ;
- 3) s'il y a plusieurs organismes donataires, une mention établissant clairement quel organisme reçoit quel bien.

**ORGANISATION DE GESTION DU SYSTÈME DE DÉFENSE AÉRIENNE ÉLARGIE
À MOYENNE PORTÉE DE L'OTAN (NAMEADSMO)**

**COMMENTAIRES OFFICIELS
SUR LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN**

OBSERVATION N° 1:

**NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER CERTAINS CONTRÔLES INTERNES POUR FAIRE FACE
AUX RISQUES AUXQUELS LA NAMEADSMO EST EXPOSÉE À L'APPROCHE DE LA
PHASE DE LIQUIDATION**

Commentaires officiels de la NAMEADSMO

Approbation du budget : manque de clarté du processus ou de la documentation y afférente

L'autorisation de modification a été demandée par courrier électronique (voir pièce jointe 6, qui répertorie en détail chaque changement mais ne comprend pas le document relatif au budget opérationnel proprement dit). L'augmentation du budget opérationnel se justifiait par le fait que des crédits non engagés étaient disponibles (contributions déjà versées à l'Agence) et qu'aucune contribution supplémentaire n'était due. L'actualisation du montant des crédits reportés, dans la deuxième modification, n'avait d'incidence ni sur les charges ni sur les crédits non engagés disponibles. Les informations relatives aux crédits reportés ne présentaient pas d'intérêt pour la décision visant l'approbation de la modification.

La version soumise pour approbation, bien avant l'expiration de la procédure d'accord tacite (13 novembre 2015), est celle qui figure dans la pièce jointe 7. L'autre version, présentée en premier lieu lors de l'audit, était un projet dans lequel le montant des crédits reportés de 2014 sur 2015 n'avait pas été actualisé.

Le recours à la procédure d'accord tacite pour la deuxième modification se fondait sur les considérations suivantes :

- les seules modifications qu'il était proposé d'apporter au budget concernaient une activité menée par la seule Allemagne (et non pas une activité commune), financée sur des fonds allemands ;*
- les deux autres pays participants n'avaient pas d'intérêt direct dans ce besoin d'un seul pays qui allait être financé sur des fonds de ce pays ;*
- tout retard d'approbation aurait eu des répercussions sur le calendrier.*

Il peut arriver qu'un retard dans le processus d'approbation perturbe le calendrier et génère des surcoûts. De manière ponctuelle, en fonction des résultats d'une analyse spécifique des risques qui pourraient résulter d'une décision tardive, l'on recourt à la procédure d'accord tacite dans l'intérêt des pays participants.

La durée de la procédure d'accord tacite est déterminée en fonction de la complexité de la modification proposée, de sorte que les pays disposent en principe d'un délai d'interruption suffisant. Les pays savent que la procédure d'accord tacite n'est utilisée que quand la date d'expiration d'une offre est proche ou quand l'absence de réponse d'un des pays participants perturberait le calendrier, avec pour conséquence des dommages ou des surcoûts. Du reste, si les pays ont besoin d'un complément d'information concernant la décision proposée, ils le demanderont. Aucune décision n'est prise sans que ses conséquences pour le programme ou le budget ne soient comprises.

La NAMEADSMA a toujours tenu compte du risque lié au caractère manuel du processus comptable, qui a toujours fait l'objet d'un soin tout particulier et de procédures de vérification internes adéquates. Les audits précédents ont montré que ces contrôles supplémentaires étaient efficaces.

Absence de définition claire du mandat et des pouvoirs du futur liquidateur

Le NFR et le Règlement financier de la NAMEADSMO resteront d'application au cours de la phase de liquidation. Le bureau du liquidateur est structuré de manière telle que la séparation des fonctions officielles d'autorisation et de paiement est assurée. Les activités de liquidation à mener à bien, leur durée prévue, les préoccupations de sécurité et les questions relatives aux fonds disponibles, aux emplacements et à la gestion du changement sont autant d'éléments qui ont été pris en considération dans une analyse des risques portée à l'attention du TSC, du FLCC et du Comité de direction.

Conformément au C-M(66)9, les pouvoirs du liquidateur se limiteront aux activités suivantes : mener à leur terme les affaires en cours, remplir les obligations restantes de l'entité, recouvrer toute créance de l'entité et répartir les éventuelles liquidités résiduelles entre les pays. Toute opération financière sera soumise au processus normal de budgétisation, d'engagement et d'autorisation. Le FLCC et le Comité de direction continueront d'autoriser les activités contractuelles et d'assurer le suivi de la situation financière.

La séparation des tâches sera assurée dans toute la mesure du possible, dans le respect de ces limites.

Manque de clarté quant à l'utilisation des fonds restant dans le programme

S'agissant du budget opérationnel, les crédits alloués serviront à couvrir l'ensemble des obligations restantes. La plupart des contrats en cours sont du type « contrat en régie assorti d'une rémunération fixe », et les crédits non utilisés, le cas échéant, seront restitués aux pays. Le processus de clôture, moyennant éventuellement des ajustements tarifaires et la vérification de la valeur des contrats par les autorités nationales, pourrait prendre quatre ou cinq ans du fait de la réglementation américaine applicable. Au stade actuel, on ne s'attend pas à ce que des fonds soient remboursés aux pays.

S'agissant du budget administratif, les crédits non affectés sont destinés à couvrir les risques créés par l'incertitude liée à la durée de la phase de liquidation (et de la clôture des contrats) et aux éventuels litiges. Les crédits encore inutilisés au moment de la dissolution de l'entité seront remboursés aux pays.

En résumé, les liquidités en juillet 2016 sont jugées adéquates pour couvrir toutes les obligations contractuelles et assumer les risques créés par l'incertitude liée à la durée de la phase de liquidation.

Position du Collège

Le Collège maintient sa recommandation visant à ce que le Comité de direction de la NAMEADSMO renforce certains contrôles internes et veille à ce que la clarté soit assurée pour ce qui est de toutes les décisions concernant l'activité de la NAMEADSMA en liquidation. Ce sont là des conditions indispensables pour atténuer les conséquences d'une séparation insuffisante des tâches entre les agents, en nombre réduit, qui sont encore en fonction au sein de l'Agence en liquidation. Il convient également de se souvenir que le NFR ne peut être appliqué dans son intégralité à une entité en liquidation puisque l'activité d'une telle entité est par nature plus limitée que celle d'une entité opérant selon le principe de continuité d'exploitation. Par conséquent, les pouvoirs du liquidateur sont plus restreints que ceux que le NFR confie aux chefs d'organisme OTAN.

OBSERVATION N° 2 :

IDENTIFICATION DES DONATAIRES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

À ce jour, il ne faut pas nécessairement, sur le formulaire de radiation utilisé par la NAMEADSMO, faire figurer le nom du réceptionnaire en imprimé ou le cachet de l'organisme. En outre, il n'est pas interdit de mentionner plusieurs organismes donataires. Une nouvelle version du formulaire, qui vise à répondre aux préoccupations exprimées dans l'observation, a été établie et sera utilisée à l'avenir.

North Atlantic Treaty Organization



NATO Medium Extended Air Defense System Management Organization



Financial Statements

For the year ended

31 December 2015

1. Table of Contents

A. Overview of NATO MEADS Management Organization's Operations and Environment ..	1 -
B. Statement of Financial Position.....	4 -
C. Statement of Financial Performance.....	5 -
D. Statement of Cash Flows.....	6 -
E. Statement of Changes to Net Assets/Equity.....	7 -
F. Notes to the Financial Statements	8 -
G. Report of Management	20 -
Annex I – Budget Execution.....	1 -
Annex II: Budget Calls and Receipts	1 -

A. Overview of NATO MEADS Management Organization's Operations and Environment

General description of the NATO MEADS Management Organization (NAMEADSMO)

The North Atlantic Treaty Organization (NATO) Medium Extended Air Defense System Management Organization (NAMEADSMO) is a NATO Development, Production and Logistics Organization (NPLO), a subsidiary body of NATO created by the North Atlantic Council. NAMEADSMO shares the international characteristics of NATO and the jurisdictional autonomy by virtue of Article 4 of the Ottawa Agreement. NAMEADSMO was created to provide direction, coordination and execution of all phases of the MEADS program as delineated by the participating Nations. The participating Nations (Participants) are Germany, Italy and the United States. NAMEADSMO is comprised of a Board of Directors (BoD), composed of one representative from each of the Participants, and the NATO MEADS Management Agency (NAMEADSMA).

The current phase of the MEADS program is financed by assessed contributions of the Participants in accordance with the terms stipulated in the Design and Development (D&D) Memorandum of Understanding (MoU), approved by Italy and the US in September 2004 and by Germany in April 2005, and the associated Financial Management Policy Document (FMPD). The FMPD specifies the financial management policies and the funding schedule for the MEADS D&D phase and delineates the Participants' annual cumulative financial ceilings which are the basis for the NAMEADSMO annual budgets. The budgets consist of the Administrative and Operational Budgets. Germany, Italy and the US (GE/IT/US) percentage shares of the total contribution ceiling are 25.2%, 16.7% and 58.1%, respectively, including a portion of non-financial contributions as defined in the FMPD. The total contribution ceilings for Germany and Italy for the Operational Budget (OB) were reached in 2013 and for the Administrative Budget (AB) in 2014. The US will not reach their contribution ceilings for either budget as it was noted with BoD decision D14/08 that "no additional US funds will be provided for the remainder of the MEADS program."

The original objectives of the MEADS program were to design, develop, procure and in-service support the MEADS system, based on the Participants' operational requirements for an anti-tactical ballistic missile (ATBM) and air defense system capability. In 2011, in the light of a cost increase, a replan effort was conducted, resulting in a reorientation from a D&D effort towards a Demonstration of Capability (DoC). The MEADS program is at the end of this phase. The cumulative D&D costs incurred until 31 December 2015 reached a total of 2,597 M US Dollars and 1,414 M Euros.

NAMEADSMO has no liens or encumbrances on the agency's assets.

NAMEADSMO has given no guarantees to third parties.

NAMEADSMO is located in Huntsville, Alabama, USA.

Role of the NATO MEADS Management Agency (NAMEADSMA)

NAMEADSMA is responsible for the planning, execution and overall management of the program with the goal to accomplish specific schedule, cost and performance objectives.

NAMEADSMA awarded a Letter Contract to MEADS International (MI), the prime contractor, for the initial six months of the D&D effort. The D&D contract was definitized 31 May 2005. This contract is incrementally funded annually. With Amendment 26, the fee structure of the contract was modified from a cost plus incentive fee/performance incentive fee contract to a cost plus fixed fee contract. The main D&D phase and MI main contract effort were completed on 31 December 2014 while “Data Archival” of all development documentation (drawings, reports, test results, etc.) and the distribution of the development residual material, as requested and agreed by the Participants, will last until mid 2016. Remaining contractual and administrative close out activities are expected to continue until final settlement.

NAMEADSMA also contracts with other contractors for ancillary efforts. Lockheed Martin has been engaged in a “cooperative agreement” for the realization of a Low Frequency Sensor. EuroMEADS (a sub-contractor of MEADS International) is retrofitting one of the two Multifunction Fire Control Radars (MFCR). MBDA-GE received a contract to fulfill a “non common” requirement, funded by Germany only. MEADS, LLC provides support services for the D&D effort to the Agency, by conducting independent technical analyses of the MEADS Program system level performance, systems engineering activities, design, development, integration, fabrication, test, producibility, logistic, and programmatic activities.

After significant achievements recorded in 2013, (successful participation in the Joint Project Optic Windmill (JPOW) Theater Air-and-Missile Defense exercise, and accomplishment of an unprecedented simultaneous intercept of dual targets from opposite directions at White Sands Missile Range (WSMR)), the MEADS program continued along the same path of technical success. In the summer of 2014 a system capability demonstration was conducted in Pratica di Mare AFB (IT) which showed the versatility, interoperability and friendliness of use of the system. Tactical hardware, operated by soldiers from two nations, was connected through a network to other assets and simulation centers located in Sabaudia (IT), Taranto (IT) and El Paso, Texas (US). These simulation centers could operate in a simulated tactical scenario, demonstrating how easily the MEADS system could successfully operate with different systems (Patriot, SAMP-T, and PAAMS). Successful demonstrations of the MEADS MFCR at industrial facilities in PdM (IT) and Freinhausen (GE) followed. In September and December 2014, Design and Development Completion Reviews (DDCR) were held to summarize all achievements of the D&D phase. A final completion report summarizing achievements and capabilities demonstrated by the system was independently prepared by NAMEADSMA for the Participants. MEADS was confirmed to be a very flexible and interoperable system, capable to intercept with a single fire control sensor, targets from opposite azimuth directions and able to provide 360 degree defended coverage with a single fire unit.

Compliance with Financial Regulations

NAMEADSMO follows standardized rules and regulations approved by the North Atlantic Council (NAC). Specifically, NAMEADSMO adheres to the NATO Financial Regulations (NFRs) and to the NATO Civilian Personnel Regulations (CPRs). Since the financial management of NAMEADSMO is separate and distinct from those of the International Staff or other NATO entities, NAMEADSMO also follows the NAMEADSMO Financial Rules and Regulations (FRRs), as approved by the NAMEADSMO Board of Directors.

NAMEADSMO's mission, strategies and how they relate to its financial position, financial performance and cash flows

NAMEADSMO does not have any objectives and strategies in relation to its financial position, performance and cash flows other than to have enough funding available to cover its administrative and operational costs. This is done while acting in the best interest of the three participating Nations, within the mission established by the NAMEADSMO Charter and the D&D MoU objectives, in accordance with guidance received from the BoD.

Risks and Uncertainties that affect NAMEADSMO's Financial Position and Performance

NAMEADSMO's performance is based on the MEADS program results and deliveries that can be achieved with the resources spent. As the MEADS program is close to the end the financial position of NAMEADSMO is not affected by any significant risk.

Assets/Liabilities in regard of other NATO bodies

NAMEADSMO does not have any assets or liabilities in respect of other NATO entities.

B. Statement of Financial Position

as at 31 December 2015
(in equivalent US Dollars)

	Notes	2015	2014
Assets			
<i>Current Assets</i>			
Cash and Cash Equivalents	2	36,144,283	107,908,298
Receivables	3	4,607	390,162
Prepayments	4	250,304	-
		<u>36,399,194</u>	<u>108,298,460</u>
<i>Non-Current Assets</i>			
Property, Plant and Equipment	5	-	3,509
Total Assets		<u>36,399,194</u>	<u>108,301,969</u>
Liabilities			
<i>Current Liabilities</i>			
Accounts Payable and Accruals	6	7,120,465	23,589,128
Deferred Revenue and Advances	7	29,278,729	84,602,103
Other Current Liabilities	8	-	110,738
		<u>36,399,194</u>	<u>108,301,969</u>
Total Liabilities		<u>36,399,194</u>	<u>108,301,969</u>

C. Statement of Financial Performance

for the year ended 31 December 2015
(in equivalent US Dollars)

	Notes	2015	2014
Revenue	10		
Operational		46,856,839	272,551,862
Administrative		3,671,926	8,282,567
Total Revenue		50,528,765	280,834,429
Expense	11		
Operational		46,856,839	272,551,862
Administrative		3,671,926	8,282,567
Total Expense		50,528,765	280,834,429
Net Result for the Year		-	-

D. Statement of Cash Flows

for the year ended 31 December 2015
(in equivalent US Dollars)

	2015	2014
<i>Operational Budget</i>		
Cash Receipts from Nation Contributions	-	-
Cash Paid to Contractors	(63,166,157)	(298,847,008)
Bank Interest Received	4,900	119,124
Bank Interest Paid to Nations	(106,579)	(143,778)
Other Cash Receipts	11,220,101	927
Other Cash Payments	(6,708,439)	(12,227)
Total Operational Budget	(58,756,174)	(298,882,961)
<i>Administrative Budget</i>		
Cash Receipts from Nation Contributions	189,878	3,206,608
Other Cash Receipts	-	33,747
Cash Paid to Suppliers and Employees	(3,647,513)	(8,273,350)
Bank Interest Paid to Nations	-	(56)
Other Cash Payments	(3,000)	-
Transfers between Budgets	(4,500,000)	-
Total Administrative Budget	(7,960,635)	(5,033,051)
Total Cash Flows from Operating Activities	(66,716,809)	(303,916,012)
Total Cash Flows from Investing Activities	-	-
Total Cash Flows from Financing Activities	-	-
Net Increase/Decrease in Cash	(66,716,809)	(303,916,012)
Effect of Exchange Rate Changes on Cash and Cash Equivalents	(5,047,206)	(8,243,038)
Cash at Beginning of Period	107,908,298	420,067,348
Cash at End of Period	36,144,283	107,908,298

E. Statement of Changes to Net Assets/Equity

for the year ended 31 December 2015
(in equivalent US Dollars)

	Capital assets	Reserves	Accumulated surplus/deficit	Total
Balance at the end of the period 2013	-	-	-	-
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	-	-	-	-
Surplus/(deficit) for the period	-	-	-	-
Change in net assets/equity for the year ended 2014	-	-	-	-
Balance at the end of the period 2014	-	-	-	-
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	-	-	-	-
Surplus/(deficit) for the period	-	-	-	-
Change in net assets/equity for the year ended 2015	-	-	-	-
Balance at the end of the period 2015	-	-	-	-

F. Notes to the Financial Statements

Note 1. Significant Accounting Policies

Basis of preparation

The financial statements of NAMEADSMO have been prepared in accordance with the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) and the NATO accounting framework, adopted by NAC in 2013. The application of the NATO accounting framework has had no material impact on the disclosures or on the amounts recognised in the NAMEADSMO financial statements.

The financial statements comply with the accounting requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs), and the relevant NAMEADSMO financial rules and regulations. They are prepared on a non-going concern basis, in consideration of the events and decisions taken by the Participants.

In 2010 the United States decided to continue funding the MEADS program only through the D&D phase of the current MoU, hence no agreement could be reached for a subsequent Procurement Phase. In 2011 the scope of work was revised to maintain the total cost within the MoU limits, while still yielding meaningful results for Germany and Italy and a possible future option for the US.

Based on this situation, in 2012 the NAMEADSMO BoD requested a plan for the orderly transition to close out the Agency by mid-2014. Subsequently, in June 2014 the BoD approved a new plan to initiate the liquidation of the entity on 1 February 2015. As of today, the formal request to the Secretary General for the required NAC decision, in compliance with NATO regulations on the dissolution of entities, has not yet been sent by the BoD. After the request has been sent, and upon NAC decision, NAMEADSMO in Liquidation will operate through a Liquidator, supported by a small "Office of the Liquidator".

Accounting estimates and judgments

In accordance with IPSAS, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgments to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of "prudence" in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods are not likely to be significant to the financial statements.

Changes in accounting policy

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2015 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period. There have been no changes in accounting policy during 2015.

Restatements

NAMEADSMO has not restated any balances; however the 2014 comparative figures have been presented differently than in the 2014 NAMEADSMO Financial Statements in order to conform to the new NATO common financial statement layout.

Changes in pronouncements

Some new standards, alignments of standards and interpretations were issued but have not been applied by NAMEADSMO in preparing the financial statements:

IPSAS	Name	Effective date for periods beginning on or after
IPSAS 33	First-time Adoption of Accrual Based IPSASs	01 January 2017
IPSAS 34	Separate Financial Statements	01 January 2017
IPSAS 35	Consolidated Financial Statements	01 January 2017
IPSAS 36	Investments in Associates and Joint Ventures	01 January 2017
IPSAS 37	Joint Arrangements	01 January 2017
IPSAS 38	Disclosure of Interests in Other Entities	01 January 2017

None of these are expected to have a significant effect on the financial statements of NAMEADSMO.

Foreign Currency

These financial statements are presented in US Dollars (USD), which is NAMEADSMO's reporting currency. EURO (€) currency transactions are translated into equivalent USD at the average monthly NATO exchange rates, with the exception of foreign exchange transactions, which are converted at the daily exchange rate. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies at year-end are translated into USD using the NATO exchange rates applicable at 31 December 2015. Resulting realized and unrealized gains and losses are recognized in the Statement of Financial Performance.

Financial Instruments disclosure/presentation

NAMEADSMO uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash and cash equivalents, accounts receivable, provisions and liabilities. Financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at fair value.

Financial risk factors

NAMEADSMO is minimally exposed to a variety of financial risks, including credit, liquidity and currency risks.

a. Credit risk

NAMEADSMA holds current bank account balances with registered banking institutions in the USA and Germany. Wells Fargo (US) and Sparkasse (Germany) have a very low long term credit risk rating. In accordance to Fitch, the following are the latest bank deposit ratings assigned:

- Wells Fargo Bank: AA+
- Sparkasse Koblenz: A+

b. Liquidity risk

NAMEADSMA does not expect to encounter any difficulty in meeting obligations associated with financial liabilities. There is limited exposure to liquidity risk because of the budget mechanism that guarantees funds for the total approved budget.

c. Currency risk

NAMEADSMA received contributions from the Participants in USD (\$) and EURO (€), based on the FMPD. Generally, expenses are paid in the same currency as the receipts. For the Operational Budget, total obligations for each currency may not match the available resources in the same currency, yielding some foreign exchange risk from fluctuations in currency rates. However, the BoD authorized foreign exchange money market operations, if necessary, to maintain adequate funding level in each currency to hedge this risk (decision D15/09). The exposure of financial instruments to foreign currency exchange risk associated with the Administrative Budget is insignificant as contributions and expenditure is made in USD only.

Revenue and Expense Recognition

Revenue comprises contributions from Participants to fund the entity's budgets. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. The revenue recognition is matched with the recognition of expenses. The different types of revenue within the entity are:

Administrative Budget

Administrative Budget contributions fund the costs of NATO contract personnel and the goods and services to be rendered toward the performance of tasks to be executed by the agency over an agreed period of time. Contributions are initially recorded as unearned revenue liabilities. They are recognized as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as estimated in the Administrative Budget.

Operational Budget

NAMEADSMO considers itself to be the “construction manager” of a project which is the design and development of the MEADS system. Contract costs are recognized as incurred. The entity's construction activities and technical supervision have been contracted to the private sector, utilizing a cost plus fixed fee contract. Revenue related to cost reimbursement contracts is recognized by reference to the allowable costs incurred during the period. Contracts for the project are considered to be full cost recovery as funding of the authorized project is provided by the Participants in advance.

Budget Execution

Total budgetary resources are comprised of assessed contributions from the Participants. The budgets are Administrative (costs for agency personnel, supplies and services, furnishings and equipment), and Operational (costs associated with the MEADS system development and ancillary contracts). Costs are further categorized by chapters, items and sub-items within the separate budgets. In accordance with IPSAS 24, a Budget Execution Statement is presented in Annex I.

Cash Flow Statements

NAMEADSMO has elected to use the direct method of presentation in these financial statements, in accordance with IPSAS.

Financial Assets

The financial assets are cash and cash equivalents, accounts receivable and prepayments. They are measured at fair value. Bank deposits denominated in foreign currencies are translated to reporting currency at the closing date NATO exchange rate. Changes in fair value are recognized in the Statement of Financial Performance.

Financial Liabilities

The financial liabilities are accounts payable and accruals, and advances and unearned revenue from Participants. They are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the Statement of Financial Performance.

Receivables

Amounts receivable are stated at fair value in the Statement of Financial Position. No provision for doubtful debts is necessary as all receivables are deemed to be collectible.

Prepayments

Advance payments to vendors are reflected as prepayments in the Statement of Financial Position.

Accounts Payable and Accruals

Accounts Payable represent amounts for which goods and/or services, supported by an invoice, have been received at year-end but which remain unpaid. Accruals represent amounts for goods and/or services which are not yet supported by an invoice at year-end.

Deferred Revenue

Deferred revenue represents contributions from Participants and/or third parties that have been called for current or prior years' budgets but that have not yet been recognized as revenue.

Property, Plant and Equipment (PP&E)

PP&E is reported in the financial statements in accordance with NAMEADSMO's internal policy guidance for Property, Plant and Equipment for the Administrative Budget. PP&E is recognized in accordance with the criteria relating to control outlined in the NATO Accounting Framework.

After recognition as an asset, an item of PP&E is carried at its historical cost less any accumulated depreciation. Total cost consists of the asset purchase price plus any installation costs for bringing the asset to working condition for its intended use.

As allowed under the NATO Accounting Framework, NAMEADSMO uses capitalization thresholds based on its activities and size. These thresholds are lower than the agreed NATO thresholds in the framework.

NAMEADSMO uses the straight-line method of depreciation (calculated by dividing the cost equally over the asset's useful life) with a half-year rule to recognize assets with six months depreciation in the first year regardless of the date the asset was received. The half-year rule treats all property acquired during the year as being acquired exactly in the middle of the year. This means that only half of the full-year depreciation is allowed in the first year, with the remaining balance being deducted in the final year of the depreciation schedule, or the year that the property is disposed.

The estimated useful lives for asset classes applicable to NAMEADSMO are listed in the table below:

Asset Class	Depreciation Method	Useful Life Years	Capitalization Threshold Dollars (\$)	Notes
Leasehold Improvements	Straight-Line	40	65,000	Major Building Renovations
Furniture & Fixtures	Straight-Line	10	1,000	Per item cost
Communication Systems	Straight-Line	3	1,000	Per item cost
Automated Information Systems	Straight-Line	3	1,000	Per item cost
Major Software	Straight-Line	3	65,000	Acquired Externally

Note that for some items the useful life is longer than the estimated life of the Agency. The depreciation expense was adjusted in 2012 and again in 2013 to the estimated expected end of the life of the Agency. The final year of depreciation for all remaining assets is 2015.

Intangible Assets

NAMEADSMO does not have any intangible assets.

Retirement benefit plans: NATO Defined Contribution Pension Scheme (DCPS)

Contributions to the NATO defined contribution pension scheme are charged to the Statement of Financial Performance in the year to which they relate. NAMEADSMO is not directly exposed to any liabilities that may arise on the scheme and has no control over the assets of the scheme. The assets and liabilities for the NATO Pension Schemes are accounted for centrally by NATO International Staff (IS).

Retirement benefit plans: NATO Defined Benefit Scheme

Contributions to the NATO defined benefit scheme are charged to the Statement of Financial Performance in the year to which they relate. NAMEADSMO is not directly exposed to any liabilities that may arise on the scheme and has no control over the assets of the scheme. The assets and liabilities for the NATO Pension Schemes are accounted for centrally by NATO IS.

Provisions

Provisions are recognized when the entity has a legal or constructive obligation as a result of a past event, and where it is probable that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and where a reliable estimate of the amount of the obligation can be made.

Contingent Liabilities

Contingent liabilities are possible obligations arising from past events whose existence will only be confirmed by the occurrence or non-occurrence of one or more uncertain future events which are not wholly within the control of NAMEADSMO.

Reserves and Net Assets

NAMEADSMO operates on a “no profit, no loss” basis. As such, it does not have net assets; any surplus gained in the year becomes payable to the Participants while any deficit becomes a receivable from the Participants.

Note 2. Cash and Cash Equivalents**2015:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	10,431,240	-	-	-	16,463,120	27,878,026
Administrative		229,026		8,158	8,029,073	8,266,257
TOTAL	10,431,240	229,026	-	8,158	24,492,193	36,144,283

2014:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	35,509,448	-	6,955,784	-	39,378,690	91,657,637
Administrative		584,419		9,145	15,657,097	16,250,661
TOTAL	35,509,448	584,419	6,955,784	9,145	55,035,787	107,908,298

The agency's cash includes deposits which are partly held in interest-bearing current bank accounts in immediately available funds. Current bank accounts are held in USD (\$) and Euro (€) currencies. Effective March 2015, the current bank accounts no longer pay interest.

Note 3. Receivables**2015:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Advances						-
Accrued Receivables						-
Contract Receivables		-		-		-
Total Operational	-	-	-	-	-	-
Administrative						
Miscellaneous					4,607	4,607
Total Administrative		-		-	4,607	4,607
TOTAL	-	-	-	-	4,607	4,607

2014:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Advances				30		30
Accrued Receivables					12,227	12,227
Contract Receivables		-		-	356,819	356,819
Total Operational	-	-	-	30	369,046	369,076
Administrative						
Miscellaneous		5,314		3,522	12,252	21,087
Total Administrative		5,314		3,522	12,252	21,087
TOTAL	-	5,314	-	3,552	381,298	390,163

Operational accrued and contract receivables in 2014 included credits from the prime contractor and bank fees.

Note 4. Prepayments**2015:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational					250,304	250,304
Administrative					-	-
TOTAL	-	-	-	-	250,304	250,304

2014:

Prepayments for Administrative of \$11,329 were included in Receivables. There were no prepayments for Operational.

Note 5. Property, Plant and Equipment

The gross carrying amount and the accumulated depreciation at the beginning and end of the period can be seen in the table below. A reconciliation of the carrying amount at the beginning and end of the period is also displayed.

	Furniture & Fixtures		Communication Systems		Automated Information Systems		Major Software		Total	
Reporting Period	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Gross Carrying Amount, opening	\$ 37,643	\$ 51,027	\$ 13,422	\$ 33,484	\$ 219,936	\$ 280,316	\$ 850,128	\$ 850,128	\$1,121,129	\$ 1,214,955
Additions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Disposals	(3,700)	(11,898)	-	(20,062)	(17,063)	(60,380)	(850,128)	-	(870,891)	(92,340)
Loss on Disposals	-	(1,486)	-	-	-	-	-	-	-	(1,486)
Gross Carrying Amount, closing	33,943	37,643	13,422	13,422	202,873	219,936	-	850,128	250,238	1,121,129
Accumulated Depreciation, opening	34,591	38,601	13,422	31,247	219,479	260,154	850,128	708,440	1,117,620	1,038,442
Depreciation	3,052	7,888	-	2,237	458	19,705	-	141,688	3,510	171,518
Disposals	(3,700)	(11,898)	-	(20,062)	(17,063)	(60,380)	(850,128)	-	(870,891)	(92,340)
Accumulated Depreciation, closing	33,943	34,591	13,422	13,422	202,873	219,479	-	850,128	250,238	1,117,620
Net Carrying Amount	\$ -	\$ 3,052	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 458	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 3,509

Note 6. Accounts Payable and Accruals**2015:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Invoices Payable	1,497,209	-		-	2,380,450	4,018,846
Accrued Expenses	1,509,863	-		-	1,358,128	3,010,371
Total Operational	3,007,072	-	-	-	3,738,578	7,029,217
Administrative						
Accounts Payable		460		56	37,532	38,048
Accrued Expenses					53,200	53,200
Total Administrative		460		56	90,732	91,248
TOTAL	3,007,072	460	-	56	3,829,310	7,120,465

2014:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Invoices Payable	1,870,286	-	1,855,745	-	4,241,726	8,828,843
Accrued Expenses	1,788,265	-	4,536,204	-	6,863,638	14,649,692
Total Operational	3,658,551	-	6,391,950	-	11,105,364	23,478,536
Administrative						
Accounts Payable		13,655		9,049	31,483	54,188
Accrued Expenses		14,214		9,419	32,771	56,404
Total Administrative		27,869		18,469	64,254	110,592
TOTAL	3,658,551	27,869	6,391,950	18,469	11,169,618	23,589,127

Payables to contractors and suppliers include invoices received from suppliers but not yet paid and estimated accrued expenses. The continued decrease in 2015 is due to the winding down of the program.

Note 7. Deferred Revenue and Advances**2015:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Advanced Contributions	-		-			-
Deferred Revenue	7,424,168	-	-	-	12,974,846	21,099,113
Total Operational	7,424,168	-	-	-	12,974,846	21,099,113
Administrative						
Advanced Contributions		-		-	-	-
Deferred Revenue		229,026		8,158	7,942,432	8,179,616
Total Administrative		229,026		8,158	7,942,432	8,179,616
TOTAL	7,424,168	229,026	-	8,158	20,917,278	29,278,729

2014:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Advanced Contributions	-		-			-
Deferred Revenue	31,788,418	-	559,012	30	28,614,487	68,437,439
Total Operational	31,788,418	-	559,012	30	28,614,487	68,437,439
Administrative						
Advanced Contributions		-		-	-	-
Deferred Revenue		564,402		9,145	15,591,116	16,164,664
Total Administrative		564,402		9,145	15,591,116	16,164,664
TOTAL	31,788,418	564,402	559,012	9,175	44,205,604	84,602,103

Deferred revenue includes uncommitted funds and lapses that Participants have instructed remain on the program accounts rather than be returned to the respective national treasuries.

Note 8. Other Current Liabilities**2015:**

There are no other current liabilities as the banks ceased to yield interest on the cash balances in 2015.

2014:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Interest Payable	62,479		4,822		27,884	110,738
Total Operational	62,479	-	4,822	-	27,884	110,738
Administrative						
Interest		-		-	-	-
Total Administrative		-		-	-	-
TOTAL	62,479	-	4,822	-	27,884	110,738

In 2014, other current liabilities included interest to be returned to Participants.

Note 9. Provisions and Contingent Liabilities

NAMEADSMA does not have any provisions or contingent liabilities to report.

Note 10. Revenue**2015:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	18,364,250	-	558,953	-	26,893,514	46,856,839
Administrative		524,499		987	3,146,440	3,671,926
TOTAL	18,364,250	524,499	558,953	987	30,039,954	50,528,765

2014:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational	39,518,372	1,464,654	27,917,816	-	184,046,576	272,551,862
Administrative		3,658,236		2,139,776	2,484,556	8,282,567
TOTAL	39,518,372	5,122,890	27,917,816	2,139,776	186,531,132	280,834,429

Note 11. Expenses**2015:**

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Prime Contract (MI)	10,879,774		-		18,847,403	29,993,301
Support (MEADS LLC+LFS+FMS)	1,031,000		317,655		4,297,643	5,758,632
Test and Target	-		-		(1,776)	(1,776)
MFCR#1 and MFCR#2	2,883,959		239,236		3,750,243	6,917,299
IT-Common Criteria and GE Rec	3,569,517		2,017		-	4,189,333
Miscellaneous			44			50
Total Operational	18,364,250	-	558,953	-	26,893,514	46,856,839
Administrative						
Personnel		388,164		-	2,406,707	2,794,871
Operating		136,335		987	736,223	873,545
Depreciation					3,510	3,510
Total Administrative		524,499		987	3,146,440	3,671,926
TOTAL	18,364,250	524,499	558,953	987	30,039,954	50,528,765

2014:

	GE EURO	GE USD	IT EURO	IT USD	US USD	TOTAL
Operational						
Prime Contract (MI)	36,741,880	1,464,654	26,837,609		176,194,444	259,787,163
Support (MEADS LLC+LFS+FMS)	947,957		945,412		5,966,134	8,434,936
Test and Target					1,069,755	1,069,755
IT-Common Criteria/MFCR#2/TOC	1,828,608		135,467		816,244	3,260,936
Miscellaneous	(72)		(673)			(928)
Total Operational	39,518,372	1,464,654	27,917,816	-	184,046,576	272,551,862
Administrative						
Personnel		3,065,725		1,812,662	1,243,660	6,122,047
Operating		548,914		298,222	1,140,381	1,987,517
Depreciation		43,597		28,892	100,515	173,003
Total Administrative		3,658,236		2,139,776	2,484,556	8,282,567
TOTAL Ops / Admin	39,518,372	5,122,890	27,917,816	2,139,776	186,531,132	280,834,429

Administrative depreciation expense includes depreciation expense and any loss on disposal of assets.

Note 12. Personnel Expenses

The figures disclosed below represent the costs of NATO personnel including salary, allowances, complementary insurance, and pension plan contributions. The amount for Personnel Expense in Note 11 is greater than the employee benefits expense defined in this note because Note 11 includes all Chapter 1 budget Personnel items such as recruitment/separation, home leave, contractor personnel expense, etc.

	2015	2014
Employee Benefits Expense	\$ 2,374,150	\$ 5,282,792
Post-employee benefits (DCPS)	\$ 173,014	\$ 412,775

NAMEADSMA does not accrue untaken leave. In accordance with CPR Article 42.3, untaken leave must be taken within the allowed time period or will be forfeited.

NAMEADSMA does not have any termination benefits because the Agency expects to honour all existing NATO personnel contracts.

NATO Pension Schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognized in these financial statements. NATO IS manages these systems centrally on behalf of the other NATO entities.

Note 13. Leases

NAMEADSMA has an operational lease with BR Cummings Research Park Portfolio III, TIC-1, LLC which terminates on 30 April 2019. The obligated base lease payments from 01 January 2016 through 30 April 2019 total \$261,916. In addition, NAMEADSMA pays monthly operating expenses which are estimated to be \$32,512 for 2016 and yet to be determined for the remainder.

The tenant (NAMEADSMA) retains the right to terminate and cancel the lease on 31 December 2017. In the event this right is exercised, the tenant must provide written notice no later than 1 October 2017, and remit an early termination fee in the amount of \$6,137 within thirty days of giving notice.

NAMEADSMA does not have any financial leases.

Note 14. Draw Down of Operations

As a result of the Participants' decisions, NAMEADSMA continues to draw down operations.

Consistent with previous years and to avoid any transportation and/or disposal cost, NAMEADSMA continues to donate administrative property to charitable organizations with no revenue proceeds. In 2015, NAMEADSMA donated capital and non-capital assets whose total acquisition cost was \$196,815. These assets included office furnishings and IT equipment. The donations are in accordance with the FLCC decision FD10/02, 19 May 2015, which authorized the donation of surplus property assets in compliance with Article 17 of the NFRs.

For the purpose of the prime contract scope (D&D), the prime contractor and all sub-contractors separately maintain control and accountability of all material purchased or assembled. The Participants will continue to review an agreed upon dissolution process for D&D. NAMEADSMA's role in this process is to serve as a facilitator.

Note 15. Write-Off

In accordance with the NATO Financial Regulations (NFRs) Article 17 and the NAMEADSMO Financial Rules and Regulations (FRR Section VIII, 127), there were 12 capitalized items written off in 2015 whose gross carrying amount was \$870,891 and whose net book value was zero. These assets included office furnishings, IT equipment, and software.

Note 16. Employee Disclosure

During 2015, there was no US government personnel detailed to the agency.

Note 17. Related Parties

NAMEADSMA is under direct control of NAMEADSMO's Board of Directors.

The key management personnel of NAMEADSMA and the BoD have no significant party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Board members receive no remuneration and senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. Neither receives loans that are not available to all staff.

NATO IS, who deals with NATO pensions on behalf of other NATO entities, is a related party due to NAMEADSMA's pension plans being handled centrally at NATO HQ. NATO IS performed administrative support services for NAMEADSMA, for which a total fee of \$43,337 (€39,730) was charged and paid.

In 2015 there are two key management personnel: the General Manager (acting) and the Director Business (acting). The aggregate remuneration of key management personnel includes salary, allowances, and complementary insurances and was as follows during the year:

	2015 (~2 people)	2014 (3 people)
Aggregate remuneration	\$ 396,767	\$ 583,673
Post-employment benefits (DCPS)	\$ 37,026	\$ 49,581

Note 18. Representation Allowance

Expenditure on the representation allowance by the one qualifying official totalled \$3,757 (2014: \$9,947).

Note 19. Events after the Reporting Date

There have been no other events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these financial statements.

G. Report of Management

The North Atlantic Treaty Organization (NATO) Medium Extended Air Defense Missile System Management Organization's (NAMEADSMO) Financial Statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) and the NATO accounting framework adopted by NAC in 2013. The Agency's system of internal financial control is designed to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reports and the preparation of financial statements.

The NAMEADSMO Financial Statements are certified and approved by the General Manager and the Financial Controller to the best of their knowledge and according to the applicable accounting standards to give a true and fair view, in all material respect, of the assets, liabilities, financial position and financial performance of NAMEADSMO and to be in accordance with the books and records maintained.



Michael Goldstein
General Manager (acting)
04 March 2016



Lucio Provenzani
Financial Controller
04 March 2016

Annex I – Budget Execution**Statement of Budget Execution for 2015**

Equivalent USD	Budget	Budget Amendment 1	Budget Amendment 2	Budget Amendment 3	Final budget	Commitments	2015 Payments	Carry forward to 2016	Lapsed
Budget 2015 Operational									
Chapter 3	44,169,360	1,144,164	121,380	-	45,434,904	20,873,967	8,739,248	12,134,719	24,560,932
Total FY 2015	44,169,360	1,144,164	121,380	-	45,434,904	20,873,967	8,739,248	12,134,719	24,560,932
Budget 2015 Administrative									
Chapter 1 Personnel	4,104,500				4,104,500	2,660,486	2,648,486	12,000	1,444,014
Chapter 2 Admin/Svcs	1,922,300	30,000	30,000		1,982,300	821,158	779,958	41,200	1,161,142
Chapter 4 Investments	115,000			181,200	296,200	-	-	-	296,200
Total FY 2015	6,141,800	30,000	30,000	181,200	6,383,000	3,481,644	3,428,444	53,200	2,901,356
Budget 2014 Operational									
Chapter 3	69,840,676	54,513	-	-	69,895,189	69,895,194	57,352,432	12,542,691	71
Total FY 2014	69,840,676	54,513	-	-	69,895,189	69,895,194	57,352,432	12,542,691	71
Budget 2014 Administrative									
Chapter 1 Personnel	194,083				194,083	166,729	166,729	-	27,354
Chapter 2 Admin/Svcs	32,825				32,825	27,152	27,152	-	5,672
Chapter 4 Investments	1,200				1,200	1,200	1,200	-	-
Total FY 2014	228,108	-	-	-	228,108	195,082	195,082	-	33,026
Budget 2013 Operational									
Chapter 3	409,035				409,035	60,702	58,546	-	350,489
Total FY 2013	409,035	-	-	-	409,035	60,702	58,546	-	350,489
Budget 2013 Administrative									
Chapter 1 Personnel	23,000				23,000	23,000	23,000	-	-
Chapter 2 Admin/Svcs	4,593				4,593	987	987	-	3,606
Total FY 2013	27,593	-	-	-	27,593	23,987	23,987	-	3,606
Total Operational	114,419,071	1,198,677	121,380	-	115,739,128	90,829,863	66,150,226	24,677,410	24,911,492
Total Administrative	6,397,501	30,000	30,000	181,200	6,638,701	3,700,713	3,647,513	53,200	2,937,988
Total all budgets	120,816,572	1,228,677	151,380	181,200	122,377,829	94,530,576	69,797,739	24,730,610	27,849,481

Explanation of Carry Forward and Lapsed Credits*Operational Budget:*

In the Budget Execution Statement, the carry forward from 2015 to 2016 for Chapter 3 (Design and Development) totals \$24,677,410 (in equivalent Dollars). This is mostly due to additional restructuring of the prime contract which extended the period of performance until 2016.

The amount of lapsed credits totaled \$24,911,492 (in equivalent Dollars). These funds were mostly budgeted for additional planned scope under the prime contract.

Administrative Budget:

Carry forward amount of \$53,200 is primarily due to funds committed in Chapter 2 – Admin/Services for the shipment of the IT servers to Italy.

Lapsed credit amounts for Chapter 1 – Personnel are mainly due to a reduction in removal expenses as personnel remained in place due to the Agency not entering Liquidation on the 1st of February, and vacant posts. Lapsed credit amounts for Chapter 2 – Admin/Services are mainly due to less travel and legal services necessary than budgeted. Lapsed credit amounts for Chapter 4 relate mainly to planned German only budget equipment purchases that did not occur.

Budget Transfers

For the Administrative Budget, transfers of credits between budget chapters can be made after approval of the BoD. The General Manager may authorize transfers within any chapter between items and among sub-items within an item concerning recurring expenditure and within any item concerning capital expenditure. In accordance with the NATO Financial Regulations (NFR III Art. 10), a statement of Administrative Budget budgetary transfers recorded in 2015 is presented in the following table:

Item	Name	2015 Transfers within AB
Budget 803 - 3 Nations (GE/IT/US)		
1132	Recruitment/Separation	(20,000)
1133	Home Leave	20,000
Budget 805 - 1 Nation (GE Only)		
1110	Basic Salary	(150)
1121	Expatriation Allowance	(94)
1122	Household Allowance	(158)
1125	Complementary Insurance	519
1126	New Pension	(116)
2520	Subsistence Allowance	(2,600)
2510	Transportation	2,600

For the Operational Budget, transfers of credits between budget chapters and items can be made after approval by the BoD. The General Manager may authorize transfers between sub-items within any chapter item. In 2015 there were no Operational Budget transfers authorized by the GM. All transfers were approved by way of an amendment to the Operational Budget approved by the BoD.

Budget Execution Reconciliations

- A.** Reconciliation of expenses in the Statement of Cash Flows to the expenses in the Budget Execution Statement. All Euro figures are in equivalent US dollars.

	Administrative	Operational
Statement of Cash Flow - Cash paid to Contractors/ Suppliers and Employees	\$ 3,647,513	\$ 63,166,157
Less:		
Euro payments at Nato Average Fx rate		(29,045,644)
Plus:		
Euro payments at MOU rate 1.19		30,900,239
Credit memos used for GE and US Dollar invoices		1,015,154
Gains and losses on actual foreign exchange transactions		81,048
Returns		33,272
BES Expenses	\$ 3,647,513	\$ 66,150,226

- B.** Reconciliation of the expenses in the Statement of Financial Performance to the expenses in the Budget Execution Statement. All Euro figures are in equivalent US dollars.

	Administrative	Operational
Statement of Financial Performance Expenses	\$ 3,671,926	\$ 46,856,839
Plus:		
Euro payments at MOU rate 1.19		30,900,239
Opening accruals	56,404	24,136,700
Closing receivables and prepaids	4,607	250,304
Gains and losses on actual foreign exchange transactions		81,048
Less:		
Euro payments at Nato Average Fx rate		(29,045,644)
Closing accruals	(53,200)	(7,029,216)
Opening receivables and prepaids	(28,714)	
PP&E - depreciation	(3,510)	
Miscellaneous Italian expenses		(44)
BES Expenses	\$ 3,647,513	\$ 66,150,226

Annex II: Budget Calls and Receipts

The Operational and Administrative Budget contributions are called based on cash requirements and within the FMPD schedule and limits. The Operational Budget reached the contribution ceiling in 2013 and as such there were no calls made in 2015. The Administrative Budget reached the contribution ceiling in 2014. There was one call to Germany in 2015 for a Germany only budget line related to “non-common” activities in the amount of \$189,878.

On 24 January 2015 in accordance with FLCC Action Item 09/11, the BoD approved the reallocation of 4.5 million USD from the Administrative bank account to the Operational bank account. The funds were transferred on 18 February 2015.

On 11 June 2015 the BoD approved with decision D19/02, a cross currency exchange to eliminate the currency imbalance of \$6.73M. Consequently, on 16 June 2015, €6M was exchanged into dollars.